



Séminaire 6

Où va l'Europe ?

La politique énergétique de l'Union européenne

Dominique Ristori, directeur général adjoint à la Commission européenne en charge de l'énergie et des transports (DG TREN)

Si l'on veut bâtir une économie européenne faiblement carbonée, il faut s'en donner les moyens, et rendre des mesures qui faciliteront les choses. Il faut saisir l'opportunité pour que les investissements urgents soient des investissements propres. On a mis sur la table du Parlement pas seulement les 20/20/20, 20 % d'économie d'énergie, 20 % d'énergies renouvelables, etc., mais aussi une réforme profonde des permis d'émission. Nous sommes les plus avancés au monde sur ce créneau : à partir de 2012, l'ensemble des centrales électriques va s'intégrer dans le processus, et les pollueurs seront taxés, ce qui est capital. Les États ne pourront pas investir, ils sont tous largement endettés, ils n'ont pas les moyens colossaux nécessaires. Il faut aller vers un secteur énergétique propre. Or, il n'y a que deux sources d'énergie sans CO², les renouvelables et l'énergie nucléaire. Pour les renouvelables, on est au début du mouvement, il faut les aider sur le plan de la recherche et sur celui de l'encadrement des aides pour qu'ils atteignent une masse critique de marché. On ne peut laisser le secteur énergétique dépendre des caprices du climat : quand il n'y a pas de vent, les éoliennes ne servent à rien, et quand il y en a, les pics de production ne peuvent être absorbés par le réseau ; la nuit, le soleil ne brille pas... On aura besoin d'énergies diversifiées pour maintenir une production de base, 24 heures sur 24 et toute l'année. Il y a, pour tous les États, une percée à faire sur l'énergie nucléaire. Nous avons en Europe le cadre légal le plus développé au monde, avec le traité Euratome, les investissements, la possibilité de mettre en place des stocks, la technologie la plus avancée au monde, le plus grand parc de centrales (150 sur 438), et la maîtrise du retraitement et de l'enrichissement. Nous devons penser à muscler notre appareil industriel pour répondre aux besoins. Nous ne sommes pas seuls : les projets galopent, pas seulement aux États-Unis, au Japon, en Russie, mais aussi en Chine, en Inde, en Afrique du Sud, au Brésil, en Corée du Sud... En Europe, avec l'effet mécanique de l'entrée des nouveaux États membres, quinze États produisent de l'énergie nucléaire. Depuis quelques mois, nous avons une relance forte au Royaume-Uni, qui a décidé de renouveler son parc, nous avons le retour de l'Italie, et des débats très ouverts en Allemagne sur l'abandon de l'abandon, qui vont marquer la prochaine campagne électorale ; des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour, dans un premier temps, augmenter la durée de vie des centrales, et reprendre de nouvelles constructions. Il faudra, en même temps, au niveau international, relever la garde pour assurer la sûreté, la sécurité et la non-prolifération. L'Europe peut devenir un modèle si nous mettons en place une législation européenne de grande portée. J'avais organisé une rencontre entre le président de la Commission et El Baradai, directeur de l'agence internationale de l'énergie atomique : c'est en ces termes que les discussions ont eu lieu. Nous avons l'intention de proposer au Parlement et au Conseil une ligne commune sur la non-prolifération. L'Europe doit être à l'avant-garde sur l'attitude à avoir à l'égard des pays qui n'ont pas signé le traité de non-prolifération, comme l'Inde ou le Pakistan, ou des pays qui, l'ayant signé, n'en respectent pas les règles, comme

l'Iran, ou encore des pays qui l'ont signé mais parfois en sortent, comme la Corée du Nord. On peut aussi définir, avec l'agence internationale de l'énergie atomique, les contours de centres internationaux de fabrication, créant les conditions, pour de nouveaux venus, de renoncer sur des bases volontaires à se lancer chez eux dans des activités à haut risque, surtout quand il n'y a aucune justification économique. Quand on veut se lancer dans l'enrichissement, il faut disposer d'un parc minimum de vingt centrales. Quand un pays qui n'a encore aucune centrale veut se lancer dans l'enrichissement, c'est qu'il a d'autres idées en tête. Il faut aider à construire un monde plus efficace sur le plan économique, mais aussi plus sûr sur le plan des relations internationales. Nous renforçons donc la cadre légal, et testons la capacité politique de l'union européenne, sur des points concrets. Si nous ne le faisons pas, d'autres initiatives seront prises. L'Europe dispose de 20 % des richesses mondiales, il est anormal qu'elle ne pèse pas sur la scène diplomatique. Si l'on veut défendre nos intérêts, à condition de les avoir bien identifiés, il faut avoir les moyens d'une action intérieure et extérieure. Sinon, nous serons perdants. Il faut une volonté politique, et sélectionner les thèmes majeurs qui rencontreront l'assentiment des gens. Sur le plan énergétique, il faut apprendre à consommer moins, et à produire mieux : faire des investissements propres. C'est une chance d'avoir à remplacer nos centrales dans les vingt années à venir, il faut nous organiser pour aller vite, et on peut arriver dès 2020 à produire 60 % de toute notre électricité en Europe sans CO².

Nous nous protégerons aussi contre la volatilité des prix, car importer la hausse vertigineuse des prix est catastrophique. Mais si nous produisons indigène, renouvelable et nucléaire – le coût de l'uranium, pour une centrale, est marginal, de l'ordre de 7 à 8 %. Pour une centrale au gaz, le prix du gaz représente 70 %, ce qui nous rend dépendants de pays difficiles et nous contraint à importer les hausses de prix. Les cascades de prix affaiblissent toute notre économie, pas seulement le secteur de l'énergie, et atteignent le pouvoir d'achat de nos concitoyens. Il faut consommer mieux et moins, ce qui est possible si l'on s'attaque à l'habitat, où il faut rénover tout ce qui existe, isoler l'ensemble du parc immobilier, en sachant qu'isoler un toit permet de réduire de 30 % la facture de chauffage, et les fenêtres environ 20 %. Il y a urgence, de même qu'en matière de politique de transport, où il faut privilégier les voitures qui consomment propre et peu. Il est irresponsable de continuer à admettre les 4 x 4 dans les villes, avec une seule personne et des niveaux de consommation d'énergie et de production de CO² inacceptables. Il faut continuer à agir sur les carburants, sur les moteurs, mais aussi régler la question de la circulation en ville des voitures polluantes. Il faut engager une priorité sur le rail pour désengorger les axes sensibles, vers le sud et vers Lyon, vers l'Espagne. Tant qu'on ne dédiera pas des sillons au fret ferroviaire, tant qu'on ne mettra pas sur les mers non seulement des containers, mais aussi des poids lourds, on ne progressera pas. La même chose vaut pour la production de tous les articles électriques, l'électroménager, la télévision, les systèmes de veille. De même qu'on doit revoir la politique publique d'éclairage des villes et des routes la nuit. Tous les niveaux sont interpellés, qu'ils soient européens, nationaux, régionaux, locaux, individuels. Il y va de notre qualité de vie.

Sur le plan européen, en ce qui concerne l'électricité et le gaz, il faut revenir aux questions fondamentales, qui sont les conditions d'investissement et les conditions d'accès au réseau. On reprend un chemin plus réaliste.

Je vous remercie de votre attention.

Débat

Question

Comment voyez-vous la faisabilité d'une reprise en mains par l'union européenne, à 27, pour atteindre ces objectifs ? A-t-on une chance de progresser ?

Réponse

On a fait l'euro, sans être à 27 ; Schengen, sans être 27... Il faut utiliser ce que permet le traité de Lisbonne : avancer avec ceux qui veulent avancer, les autres suivront. On peut faire des tentatives. Il faut faire de la fiscalité écologique et énergétique, et notamment pour les automobiles et les immeubles, il est insensé de maintenir un haut niveau de TVA et de taxes diverses. Pour épargner les émissions de CO², tout le monde devrait être d'accord, des Autrichiens, les seuls à rester sur des positions primaires d'anti-nucléaires, jusqu'aux Tchèques. Si certains ne veulent pas utiliser la fiscalité, aux autres d'en tirer les conséquences. La présidence française, qui arrive à un moment-clé, avant les élections, peut aider à revenir au réalisme et à aller dans le sens d'actions véritables, dans tous les domaines. Prenons l'exemple de la Méditerranée. Barcelone est un échec ! Personne, des pays du sud, n'est venu : pourquoi ? Parce que l'objectif creux de zones de libre-échange n'intéresse personne. Ce qui intéresse, ce sont les projets concrets, des coopérations concrètes. L'énergie, les transports – maritimes, aériens – peuvent être le nouvel horizon qui fait défaut. Créons des solidarités, et alors se présentent des espaces gigantesques : la Méditerranée a des besoins énormes, a besoin de moderniser son appareil industriel, en prenant la dimension régionale. Là, les résultats sont possibles, en rapprochant des peuples qui le souhaitent.

Question

Pourquoi ne pas présenter un « livre blanc » comme Jacques Delors l'avait fait en son temps ?

Réponse

Si la présidence française peut être le test que nous souhaitons, il faut oser proposer. La France peut être un aiguillon, et d'autres avec, avec de nouveaux États membres. Je suis frappé par la liberté de parole et de pensée d'un grand nombre de gouvernants des nouveaux États membres : l'approche est réaliste, concrète. Prenez la Slovaquie : c'était la partie la plus pauvre de l'ancienne Tchécoslovaquie. En quatre ans, vous avez des industries en grand nombre, vous avez un dynamisme extraordinaire de la population tout entière ; leur croissance est passée à 8,7 ! L'Europe a besoin de se réveiller, il faut réveiller les institutions, il faut de la fraîcheur.

Question

Vous avez parlé des moyens de production à renouveler ; il me semblerait important qu'ils soient diversifiés, pas les mêmes partout, et qu'on ait un réseau mutualisé.

Réponse

Il faut attaquer résolument, au niveau européen, la mise aux normes des réseaux de transport et de distribution d'énergie. Et le faire dans des conditions qui permettront de réaliser un véritable dispatching européen de l'électricité et du gaz, apportant la fluidité et la sécurité dans la circulation des énergies.

Question

Je n'ai rien entendu concernant la recherche... Quelle politique voulez-vous impulser dans la recherche, concernant les énergies renouvelables, le traitement des déchets radioactifs, et la moindre consommation à même niveau de service.

Question

Je viens du Maroc, et on ne saisit pas très bien la portée de tout ce qui se passe. On ne voit pas de projets concrets.

Question

Vous avez souligné la nécessité d'investir... Quelle peut être la place du charbon ?

Réponse

- Il restera des centrales à gaz. Les centrales au fioul, c'est fini. On aura encore quelques centrales au charbon, à condition que le traitement du CO² soit maîtrisé. Mais il n'y a pas de mobilisation industrielle dans cette direction. La législation pollueur-payeur devrait être dissuasive.

- Sur la recherche : nous souhaitons réorienter la recherche européenne, en termes de méthodologie, en rapprochant les recherches nationales, le monde industriel et les vrais consommateurs. C'est en ce sens que nous allons multiplier les plateformes technologiques, ce que nous faisons pour le nucléaire pour le volet « génération 4 » et la fission ; je mets un peu de côté le long terme, avec ITER. En ce qui concerne les renouvelables, nous souhaitons développer la recherche appliquée, et nous agissons en matière d'efficacité énergétique : c'est nécessaire, et c'est un domaine où la coopération chercheurs / industriels est nécessaire. Avec les directives « éco-design » et « labeling », le système nous permet d'intégrer comme normes les résultats des efforts réalisés.

- Quant à l'union pour la Méditerranée : tous les dirigeants voient bien qu'il s'agit de faire ensemble des choses concrètes. Nous avons une situation inacceptable, avec une Méditerranée inutilisée, gaspillée, polluée. Il faut commencer par là. Combien les ports du sud reçoivent-ils de bateaux de croisière ? Presque pas, alors que la richesse culturelle, historique, de ces pays, est colossale : tout ceci demande un cadre adéquat. Les besoins en infrastructures énergétiques et de transport doivent être étudiés à l'échelon régional. Cela crée des conditions de compétitivité améliorées. Les créneaux de l'éducation, de l'énergie, des transports, sont des éléments prioritaires d'action entre partenaires. Sur ces créneaux, nous avons une expertise et un appareil industriel qui peuvent aider de manière fondamentale les nouveaux pays. Il s'agit d'un intérêt mutuel. Le contexte de crise va peut-être aider à faire des choses de meilleure qualité.

Question

La fluidification des marchés d'énergie en réseaux a été préconisée dès 1996. Quelles régulations politiques imaginer, dans une situation d'urgence, en tenant compte du recul dont on dispose ?

Philippe Herzog

Pour faire la transition... Vous avez là une illustration de ce qu'est la Commission dans ses forces et ses faiblesses. Voici douze ans, même plus, il était difficile de créer un marché intérieur dans des domaines stratégiques. Ce qui a pu démarrer vite, ce sont les télécommunications et la finance. Les Américains avaient dit : on ne veut pas que l'Europe soit une forteresse, et le test était ces deux domaines transversaux liés à la révolution technologique et informationnelle, alors que les systèmes publics étaient enfermés sur eux-mêmes. Pour l'énergie et les transports, il fallait un socle de marché, séparer le producteur du régulateur. Cette culture d'hier tend à perdurer, alors qu'on a besoin de changements qualitatifs. Il ne faut pas sous-estimer l'enjeu de marché, mais ce qu'il faut aujourd'hui, c'est de définir le type de marché. Il faut poursuivre la formation du marché, en éviter certains biais, ce qui doit renouveler l'idée que l'on a de l'industrie, des compétences, de l'éducation, dans un contexte nouveau et de globalisation, même si la concurrence intérieure est

presqu'inexistante. Nous devons aller vers des partenariats stratégiques : je n'ai pas parlé de la Russie, qu'il ne faut pas diaboliser et avec qui nous devons travailler. Cette période de transition est stimulante, il faut avoir des projets concrets. On devra sortir des embrouillaminis institutionnels. Si le traité de Lisbonne n'est pas adopté, c'est embêtant, mais tant pis. On utilisera les moyens institutionnels disponibles.

M. Ristori

Sur la Russie, je partage le point de vue de Philippe Herzog. Là encore, la présidence française peut ouvrir une nouvelle voie pour un partenariat industriel et énergétique. C'est impensable de rester dans la situation de blocage où nous sommes. La Russie va construire 40 à 50 centrales d'ici à 2030. La question est : va-t-elle le faire seule ou va-t-elle mieux utiliser les technologies européennes et françaises ? Il s'agit non seulement de la Russie, mais du monde. Si nous avançons sur des standards communs de sécurité, sur des mécanismes de coopération industrielle, sur des mécanismes commerciaux qui évitent les dérapages, alors nous ouvrons la porte à un véritable partenariat Europe-Russie, dans l'intérêt des deux.